

# ACTIONS DE SENSIBILISATION VISANT A PROMOUVOIR L'ACTION D'INCLUSION ET LA PROTECTION DE L'ENFANT PENDANT LA FERMETURE DES ÉCOLES EN RAISON DE LA PANDÉMIE DE LA COVID-19

## RECOMMANDATIONS D'ACTION

Août 2022

### INTRODUCTION

Pour comprendre l'impact des fermetures d'écoles dans les contextes humanitaires en raison de COVID-19, une collecte de données primaires a été organisée dans trois pays, dont le Liban, la Colombie et la République Démocratique du Congo (RDC) en 2020-21.

En RDC, cette recherche qualitative a montré les effets profonds de la décision unilatérale de l'État de fermer les écoles à de multiples reprises pendant la pandémie de COVID-19. En RDC, avant la pandémie, cinq millions de personnes étaient déplacées à l'intérieur du pays et une personne sur trois souffrait de faim aiguë.<sup>i</sup> Au milieu de ces souffrances, les fermetures d'écoles dues au COVID-19 ont affecté plus de 27 millions d'enfants<sup>ii</sup> avec 179 jours d'école manqués en raison de la fermeture totale ou partielle en 2020 et début 2021.<sup>iii</sup>

L'accès à l'enseignement à distance étant minime, voire inexistant, les fermetures d'écoles n'ont fait qu'aggraver les inégalités en matière d'éducation. Les enfants de cette étude ont subi des pertes d'apprentissage, des abandons et beaucoup risquent de ne jamais retourner à l'école. Les fermetures d'écoles ont à la fois aggravé et créé des risques pour la protection et le bien-être des enfants, notamment : des problèmes de santé mentale, la perte de relations, la perte de loisirs, l'augmentation des abus, de l'exploitation, de la violence et de la négligence envers les enfants, l'augmentation des grossesses chez les adolescentes et des mariages précoces, et l'augmentation du travail des enfants, en particulier les pires formes de travail, comme le recrutement dans les groupes armés. Des mesures urgentes sont nécessaires pour soutenir les enfants touchés par les fermetures d'écoles pendant le COVID-19 en RDC, en particulier les filles, les enfants déplacés à l'intérieur du pays et les enfants handicapés. Une action collective visant à renforcer la centralité de la protection et du bien-être des enfants dans les futures épidémies de maladies infectieuses (OID) doit être privilégiée.

## QUEL EST L'ENJEU ?

L'objectif global de ces actions de plaidoyer est **de s'assurer que l'éducation et le bien-être des enfants pendant et après COVID-19 ou d'autres OID soient au cœur des prises de décision en RDC**. Ce dossier de plaidoyer a pour but d'attirer l'attention des décideurs sur la question de l'éducation et de la protection des enfants en situation d'urgence, notamment dans la préparation des futures OID, afin de promouvoir leur implication dans la mise en œuvre de stratégies, de normes, d'alternatives et de mesures d'accompagnement pour le bien-être des enfants pendant les OID en situation d'urgence humanitaire.

Ce dossier appelle le gouvernement de la RDC et les mécanismes de coordination humanitaire actifs en RDC à :

- Soutenir et financer une réponse holistique aux enfants touchés par les fermetures d'écoles liées au COVID-19.
- Prendre des décisions qui protègent mieux les enfants et réduisent les inégalités en matière d'éducation lors des OID et des fermetures d'écoles.
- Instiguer un changement dans le budget de gestion des urgences en RDC pour assurer une éducation durable en temps de crise, y compris l'allocation d'une partie significative du budget annuel pour la gestion des urgences afin de donner la priorité à l'éducation, la protection et le bien-être des enfants pendant les OID et d'autres crises (par exemple, les conflits, les catastrophes naturelles, etc.)

## APERÇU DE LA RECHERCHE : APPROCHE ET PARTICIPANTS

L'étude a exploré les **inégalités en matière d'éducation, les facteurs de risque et de protection de l'enfant, et les résultats négatifs qui ont été amplifiés à la suite de la fermeture des écoles dans les contextes humanitaires/de crise pendant la pandémie de COVID-19**. Le BIFERD, avec le soutien de la Fondation Proteknôn pour l'innovation et l'apprentissage (au nom de l'Alliance pour la protection de l'enfance dans l'action humanitaire et du Réseau inter-agences pour l'éducation en situation d'urgence), a mené une étude qualitative et participative<sup>iv</sup> dans deux sites de la province du Nord-Kivu de décembre 2020 à février 2021 (voir encadré 1). Les résultats ont été validés par les participants enfants et adultes qui ont également partagé leurs recommandations pour l'action des décideurs. **Un groupe consultatif de plaidoyer** a été formé au début de l'étude, dirigé par le ministère de l'Éducation, et composé de membres du cluster éducation, du cluster protection, des services de l'État, et de représentants d'organisations de personnes handicapées, du parlement des enfants, du genre et de la jeunesse. Le présent document s'inspire et reflète ce processus participatif.

### Encadré 1. Résumé des méthodes de recherche

- Sites de recherche : les territoires de Rutshuru (centre de Rutshuru et Kiwanja) et de Masisi (Mweso) (180 participants au total).
- 16 interviews d'informateurs clés avec des parties prenantes mondiales, nationales et infranationales dans le domaine de l'éducation, de la protection de l'enfance et des services sociaux.
- Méthodes participatives et entretiens semi-structurés avec des enfants, dont 24 enfants d'âge primaire (10 ans et plus), 23 d'âge secondaire et 22 non scolarisés (14 à 17 ans)
- Discussions de groupe avec 24 soignants, 24 éducateurs et 24 membres du personnel des services sociaux (gouvernementaux et non gouvernementaux).
- Enquête auprès des enfants, des parents et du personnel des services sociaux

## APERÇU DE LA RECHERCHE : PRINCIPALES CONCLUSIONS

■ ■ ■ ■ ■ “[LORSQUE] NOUS ÉTIIONS AVEC NOS COLLÈGUES, NOUS ÉTUDIIONS TRÈS BIEN. MAIS QUAND L’ÉCOLE A ÉTÉ FERMÉE, NOUS AVONS RÉALISÉ QUE CERTAINS D’ENTRE EUX SE SONT MARIÉS, D’AUTRES ONT REJOINT DES GROUPES ARMÉS. ET QUAND L’ÉCOLE A ROUVERT, SI VOUS AVIEZ 32 ÉLÈVES DANS LA CLASSE, VOUS VOUS RENDIEZ COMPTE QUE LE NOMBRE AVAIT DIMINUÉ PARCE QUE CERTAINS D’ENTRE EUX SE SONT MARIÉS, D’AUTRES SONT DEVENUS SOLDATS, ET LES AUTRES NE SE SOUCIAIENT PAS DES ÉTUDES.”

(Élève du secondaire, Mweso)

Thème	Principales conclusions
1. Les inégalités en matière d’éducation ont été amplifiées.	<p>Dans les sites étudiés, les enfants ont subi de multiples et longues fermetures d’écoles, ce qui a perturbé leur apprentissage et augmenté le nombre d’échecs aux examens de fin d’année.</p> <p>Le nombre d’enfants retournant à l’école a diminué parce que les enfants cherchent un travail rémunéré, rejoignent des groupes armés, traversent les frontières pour chercher du travail dans les pays voisins (par exemple, l’Ouganda), se marient tôt ou tombent enceintes.</p> <p>Dans les sites du projet, de nombreux enfants n’étaient pas scolarisés avant COVID-19 en raison du conflit et des déplacements, et les personnes interrogées ont déclaré qu’il était encore plus improbable qu’ils retournent à l’école, en raison des pressions économiques accrues au niveau familial et de la violence permanente.</p> <p>Dans les contextes humanitaires étudiés, la plupart des écoles ne disposaient pas d’équipements de protection individuelle (EPI), y compris de masques, ni d’installations pour le lavage des mains.</p> <p>De nombreux enseignants n’ont pas été payés pendant la fermeture des écoles et ont dû chercher d’autres formes d’emploi rémunéré. Les écoles ont également retardé leur réouverture en raison des grèves des enseignants au début de l’année 2021.</p>
2. Les approches visant à soutenir l’apprentissage étaient insuffisantes et inaccessibles pour les enfants.	<p>Des alternatives d’apprentissage à distance ont été mises en œuvre en RDC mais avec peu de succès en raison 1) de l’absence de mécanismes efficaces de suivi et d’évaluation, et 2) de l’inaccessibilité aux sites ruraux et humanitaires et à tous les enfants (en fonction du sexe et du statut socio-économique).</p> <p>Les groupes particulièrement marginalisés par les méthodes d’apprentissage à distance sont les enfants pygmées, les enfants déplacés à l’intérieur du pays et les enfants handicapés.</p>

Thème	Principales conclusions
3. Les enfants ont subi des impacts négatifs et les facteurs de risque physiques, mentaux, sociaux et émotionnels ont été amplifiés.	<p>La violence et les mauvais traitements infligés aux enfants ont augmenté dans les foyers, les écoles et dans la communauté pendant la fermeture des écoles. Plus précisément, il y a eu une augmentation de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Abus et exploitation sexuels - prostitution infantile et sexe contre de l'argent.</li> <li>• Travail des enfants, y compris les pires formes de travail (enfants effectuant des travaux lourds dans les champs et les usines, et petits enfants allant chercher de l'eau potable) ; recrutement forcé d'enfants par des groupes armés.</li> <li>• Grossesse précoce et mariage précoce.</li> </ul> <p>Les enfants handicapés ont été particulièrement touchés par les fermetures d'écoles, car ils ont également été victimes de conflits interethniques armés et continus, d'inondations, d'éruptions volcaniques et de pauvreté.</p> <p>La négligence des enfants s'est accrue pendant la fermeture des écoles, les parents laissant les enfants à la maison lorsqu'ils partent chercher du travail.</p>
4. Les facteurs qui protègent le bien-être des enfants ont été érodés.	<p>Les enfants ont connu l'isolement social en raison de l'absence d'espaces de loisirs, de la rupture des relations avec leurs pairs et de la fermeture des espaces communautaires (par exemple, les églises et les centres communautaires) qui étaient des lieux de rencontre pour les enfants.</p> <p>L'aggravation de la pauvreté des familles pendant la pandémie de COVID-19 a eu de graves répercussions sur la protection des enfants. De nombreux parents ont perdu leur source de revenus, ce qui a rendu difficile l'exercice d'activités commerciales pour répondre aux besoins des enfants, et avec la fermeture des écoles, de nombreux enfants ont travaillé pour subvenir aux besoins de base des ménages.</p>
5. La main-d'œuvre des services sociaux.	<p>Les travailleurs sociaux ont identifié des risques accrus pour la protection de l'enfance et ont cherché à assurer un suivi pendant les fermetures d'écoles, mais ces actions se sont généralement déroulées en dehors d'un système de protection de l'enfance ou d'un autre mécanisme de réponse formel.</p> <p>Les enseignants ont parfois fourni un lien vers les services sociaux, mais la plupart des enfants de cette étude n'avaient pas accès à l'apprentissage à distance et n'avaient donc que peu de possibilités d'accéder aux services sociaux par l'intermédiaire des éducateurs.</p>

## POURQUOI EST-CE IMPORTANT ?

Cette recherche est un appel à renforcer la protection des enfants et à garantir leur accès à une éducation inclusive de qualité dans un environnement sûr et protecteur. Des ressources doivent être mobilisées pour renforcer le bien-être et la protection des enfants touchés par les fermetures d'écoles liées au COVID-19, et pour assurer la préparation des futures OI afin d'éviter les fermetures prolongées d'écoles et de placer les enfants au centre des décisions.

■ ■ ■ ■ ■ “LES GENS PENSENT À L'ÉDUCATION, MAIS ILS NE PENSENT PAS À LA PROTECTION DANS LE CONTEXTE D'UN ENFANT À L'ÉCOLE... LES PSYCHOLOGUES NE SONT PAS ORIENTÉS VERS LES ÉCOLES. IL N'Y A PAS DE PLAN D'ACTION POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DE SOUTIEN PSYCHOSOCIAL AU NIVEAU LOCAL, PROVINCIAL ET NATIONAL SUITE À LA PANDÉMIE.”

(Informateur clé)

## APPEL À L'ACTION

Tous les acteurs de l'éducation, de la protection de l'enfance et de la santé, y compris les décideurs politiques, les donateurs, les organisations humanitaires, les services publics et les agences des Nations Unies, sont appelés à se mobiliser pour que l'éducation et la protection de l'enfance soient une priorité et un droit pour tous les enfants, malgré les OID, les conflits armés et les catastrophes qui peuvent entraîner la fermeture des écoles. Nous demandons au gouvernement congolais d'améliorer l'éducation et la protection des enfants pendant les OID en impliquant les enfants et les autres parties prenantes dans les processus de décision et de planification. Nous demandons instamment au gouvernement de la RDC d'intégrer dans le budget national une ligne budgétaire spécifiquement destinée à protéger les enfants et à garantir l'accès à l'éducation pendant les interventions d'urgence lors des OID.

Les Clusters humanitaires mondiaux et les donateurs sont invités à continuer à mobiliser des fonds pour soutenir les programmes d'éducation et de protection de l'enfance basés sur une approche de programmation intégrée, y compris la santé globale, la santé mentale et le soutien psychosocial, WASH, l'éducation, la réduction des risques de catastrophes, la sécurité alimentaire, la protection de l'enfance et le changement climatique.

## RECOMMANDATIONS

Les recommandations visant à atténuer les impacts des fermetures d'écoles liées à la COVID-19 et à mieux se préparer aux futures OID - pour le ministère de l'éducation (enseignement primaire, secondaire et technique), le ministère de la santé, le ministère des affaires sociales et du genre, les partenaires du gouvernement congolais et les donateurs fournissant une aide humanitaire - comprennent :

### Soutenir la prise en charge des enfants touchés par les fermetures d'écoles liées au COVID-19

- Coordonner pour assurer un soutien aux filles victimes de mariages et de grossesses précoces (et à leurs enfants) pendant la fermeture des écoles en raison de la COVID-19, aux enfants engagés dans des groupes armés, aux enfants déplacés et aux autres enfants vulnérables ; faciliter leur accès au soutien psychosocial et aux services de santé, à l'éducation corrective, à l'alphabétisation et aux centres de formation professionnelle.
- Mobiliser des fonds pour mener des évaluations participatives intégrées afin d'évaluer la protection et l'état de santé des enfants et de vérifier le nombre d'enfants en dehors du système éducatif. Cela inclut également leur niveau de scolarisation au niveau des entités décentralisées du pays en raison des fermetures d'écoles liées au COVID-19 et des crises simultanées (par exemple, les épidémies d'Ebola, les conflits armés en cours, etc.)

### Prise de décision concernant la fermeture d'écoles

- Pendant les OID, ne fermez les écoles que dans les circonstances les plus extrêmes, lorsque toutes les autres options ont été épuisées.
- Lorsqu'il y a une OID et qu'il est jugé trop risqué de rester ouvert en raison de la nature de la maladie ou d'inconnues, les ministères de l'éducation doivent fermer les écoles pour une durée minimale convenue dans le plan d'intervention d'urgence (voir encadré 2).

- Assurer la responsabilité envers les enfants, les familles et les communautés grâce à des mécanismes de retour d'information transparents intégrés aux structures décisionnelles de la gouvernance locale et à la prise de décision partagée dans la planification et la mise en œuvre des interventions d'urgence de l'OID.

## Préparation et réponse aux épidémies de maladies infectieuses

- Mobiliser des fonds et des programmes pour prévenir les effets néfastes de la protection de l'enfance dans les OID futures.
- Intégrer cinq pour cent du budget de l'État pour la gestion des urgences afin de donner la priorité à l'éducation, à la protection et au bien-être des enfants, notamment en améliorant les mesures d'hygiène et l'accès aux EPI, en apportant un soutien psychosocial aux familles, en soutenant la santé mentale et le bien-être des enseignants, etc.
- Renforcer la capacité du groupe consultatif interinstitutionnel et intersectoriel de plaidoyer, composé du ministère de l'Éducation, d'Action Aid, d'AVSI, de Save the Children International, du Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC), de l'UNICEF, du ministère des Affaires sociales (MINAS), du ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfance, d'ALPHA UJUVI, du groupe de travail sur la protection de l'enfance, du Parlement des enfants, de l'Association des personnes vivant avec un handicap, de Village d'Espoir et de l'Association Compassion Albinos, à continuer de suivre ces recommandations.
- Documenter les cas d'abus et de violence dans les écoles et dans la communauté pendant COVID-19 pour établir les responsabilités, les dommages et les réparations et pour renforcer les mécanismes de gestion des plaintes dans les écoles pendant les OID futures.

## Réouverture en toute sécurité des écoles pendant la pandémie de COVID-19 et préparation à d'éventuelles OID futures

- Former les enseignants et les travailleurs sociaux aux approches psychosociales avec les enfants pendant les épidémies, les catastrophes et autres situations de crise.
- Fournir des kits et du matériel de prévention du COVID-19 aux écoles (y compris des appareils de mesure de la température, du désinfectant et du matériel pour se laver les mains).

### Encadré 2. Des plans d'intervention d'urgence doivent être élaborés dans le cadre de la préparation de l'OID. Ces plans devraient :

1. Évaluer et atténuer les risques associés à la poursuite de l'apprentissage en personne.
2. Être élaborée par le biais d'une consultation avec les représentants des élèves, des parents, des enseignants, de l'éducation, de la protection et de la santé et de la communauté sur la manière de poursuivre l'apprentissage en personne en toute sécurité.
3. Décrire un plan pour un retour à l'école sûr, inclusif et équitable, et comment il sera financé.
4. Décrire comment un retour en toute sécurité à l'école sera communiqué et mis en œuvre.

## Remerciements

Ce dossier a été rédigé par BIFERD, dirigé par Jonas Habimana, qui a développé et mis en œuvre cette étude en RDC avec le soutien de la Fondation Proteknôn pour l'innovation et l'apprentissage. La recherche a été réalisée au nom de l'Alliance pour la protection de l'enfant dans l'action humanitaire et du Réseau inter-agences pour l'éducation en situation d'urgence (INEE). Nous remercions tout particulièrement Joël Kiramba, chercheur national, et Clarisse Eloïse, qui ont apporté leur aide, ainsi que les recenseurs, Espérance Kamandi, Elie Havugimana, Martial Shukuru, Bitariho Watt et Joseph Kamasa et les jeunes chercheurs pairs, Sibomana Bizoza Axe et Balume Lukoo.

Les organisations suivantes ont contribué par leurs conseils et leurs commentaires sur la recherche : le Conseil norvégien pour les réfugiés, AVSI, Save the Children International, Action Aid, UNICEF, War Child Holland, Village d'Espoir, CAJED, PAF, et World Vision. Nous sommes également reconnaissants envers les agences gouvernementales qui ont soutenu la recherche : Ministère des Affaires Sociales (DIVAS), Ministère du Genre, et le Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire, Professionnel et Technique (EPST).

- 
- i Human Rights Watch (2022). [World Report. Democratic Republic of Congo.](#)
  - ii La Cellule d'Analyse en Sciences Sociales (CASS) (2021). "Fermetures d'écoles Covid-19 en RDC : Impact sur la santé, la protection et l'éducation des enfants et des jeunes ", <https://www.socialscienceinaction.org/resources/covid-19-school-closures-in-the-drc-impact-on-the-health-protection-and-education-of-children-and-youth/>
  - iii ibid
  - iv La recherche a suivi la politique et les pratiques de Proteknôn en matière de PSEA et de sauvegarde, y compris le code de conduite et le protocole d'éthique de la recherche. L'équipe a procédé à une évaluation des risques et disposait de la PSEA et des protocoles d'orientation locaux en matière de protection en cas de divulgation d'abus ou de soupçons d'abus de la part des chercheurs. Le consentement éclairé a été demandé à tous les participants et l'anonymat a été garanti.



Photo credit: © UNICEF/UNI362245/Alissa Everett



Photo credit: © UNICEF/UNI331139/Daniele Volpe

© 2022 The Alliance for Child Protection in Humanitarian Action

Design and Layout: JRT Studio

The views and opinions expressed in this report are those of the authors and research participants in the three study countries and do not necessarily reflect the views of The Alliance. The publication can be freely cited. To request permission and for any other information on the publication, please contact: [knowledge.management@alliancecpha.org](mailto:knowledge.management@alliancecpha.org).

For readers who would like to cite this document we suggest the following form: The Alliance for Child Protection in Humanitarian Action (2022). Actions de sensibilisation visant à promouvoir l'action d'inclusion et la protection de l'enfant pendant la fermeture des écoles en raison de la pandémie de la COVID-19. Geneva: The Alliance.